



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et des transports
d'Île-de-France**

Vincennes, le **- 6 FEV. 2023**

Affaire suivie par : Jérémy REQUENA
Service Nature et Paysage
Département Faune et Flore Sauvage
Tél. : 01 87 36 44 80
Courriel : jeremy.requena@developpement-durable.gouv.fr

Objet : clôture de l'instruction de votre demande de dérogation à la protection des espèces

Réf : 84

Madame,

Vous m'avez adressé le 20 janvier 2023 un dossier de demande de dérogation à la protection des espèces dans le cadre du projet de déchetterie-ressourcerie de la société GENERIS à Saclay (91).

Rappel réglementaire

L'article L.411-1 du code de l'environnement établit le principe d'une protection stricte de certaines espèces animales et végétales. Des arrêtés ministériels listent à la fois les espèces concernées et les atteintes interdites pour chacune d'elles. Sont notamment interdites la destruction et la perturbation intentionnelle des individus, ainsi que, pour de nombreuses espèces animales, la dégradation ou destruction des aires de repos et sites de reproduction, pour autant que cette perturbation, dégradation ou destruction remette en cause le bon accomplissement du cycle biologique des espèces concernées.

L'article L.411-2 du code de l'environnement et les textes pris pour son application définissent les conditions dans lesquelles des dérogations pour atteinte aux espèces protégées peuvent être accordées et les modalités de l'instruction de ces demandes de dérogation. Toutefois, la procédure de « dérogation à la protection des espèces » reste une procédure d'exception, la règle étant l'évitement

À l'attention de Madame Peggy MORAND
Experte en réglementation ICPE Île-de-France
VEOLIA
Le Vermont - 28 boulevard Pesaro-TSA 67 779-
92 000 NANTERRE Cedex/France

12 Cours Louis Lumière - CS 70027
94307 VINCENNES Cedex
Accueil téléphonique : 01 87 36 45 00
www.driat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

des impacts sur les espèces ou la réduction de ces impacts jusqu'à un niveau nul ou si faible que le bon accomplissement des cycles biologiques n'est pas remis en cause.

Cas de votre projet

Les résultats de vos inventaires faune-flore font apparaître la présence d'espèces animales protégées sur le site concerné par votre projet. Les impacts bruts identifiés par votre projet sont :

- le risque de destruction d'individus d'amphibiens et d'insectes par écrasement,
- le risque de perturbation d'individus d'insectes (Oedipode turquoise), d'amphibiens (Triton ponctué, Triton palmé, Crapaud commun, Grenouille rousse, Grenouille verte, Grenouille agile, Grenouille rieuse), d'oiseaux, de mammifères terrestres et chiroptères par éclairage,
- le risque de fragmentation des habitats d'espèces pour les amphibiens et les insectes,
- le risque d'impact sur les individus d'oiseaux par collision sur les parois vitrées des bâtiments.

Toutefois, sur la base des éléments présentés dans le dossier, il apparaît qu'une fois les mesures d'évitement et de réduction des impacts mises en œuvre, les impacts résiduels du projet sur ces espèces seront suffisamment faibles pour ne pas détruire ou perturber des spécimens, ni remettre en cause le bon accomplissement des cycles biologiques des spécimens d'espèces protégées concernées sur le site du projet. Des mesures compensatoires sont toutefois proposées pour s'assurer de l'absence de perte nette de biodiversité du projet, tel que prévu par le L. 163-1 du code de l'environnement.

Dès lors, et sous réserve que vous mettiez en œuvre les mesures exposées dans votre dossier, aucune dérogation à la protection des espèces n'est nécessaire pour la réalisation de votre projet. La procédure d'instruction est donc close, et votre dossier ne sera pas transmis au Conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN).

En particulier, il conviendra de veiller à mettre en œuvre les mesures d'évitement, de réduction et de suivi exposées dans le dossier de demande de dérogation au titre des articles L. 411-1 et L.411-2 du code de l'environnement du 20 janvier 2023. Le tableau ci-dessous résume ces mesures.

Mesures de réduction (MR) et d'accompagnement (MA)

Numéro de la mesure	Description de la mesure	votre dossier page
R2.2k	Plantation diverses : <ul style="list-style-type: none">- de deux bandes végétalisées de 7 mètres de largeur aux extrémités Est et Ouest de la parcelle projet,- d'une bande d'au minimum 5 mètres au Sud de la parcelle projet,	p. 141

	- d'espaces verts tout autour du bâtiment, - d'une toiture végétalisée sur le bâtiment.	
R2.2c	Adaptation de l'éclairage pour limiter les nuisances envers la faune, dont notamment : - pas d'éclairage des lisières boisées - aucun éclairage des façades - pas d'éclairage la nuit (éclairage activé par détection de présence après 18h)	p. 142
R2.2d	Mise en place de dispositifs anti-collision sur les parois vitrées des bâtiments pour l'avifaune	p. 145
R2.2j	Clôtures perméables à la circulation des amphibiens, reptiles et mammifères terrestres	p. 146
R2.2l	Installations d'abris ou de gîtes artificiels pour la faune au droit du projet	p. 148
R2.2o	Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet (gestion différenciée par fauchage tardif)	p. 149
	Abandon de gestion et mise en sénescence <i>ex situ</i> d'habitats forestiers pour oiseaux et chiroptères sur une surface de 3 335 m ² (pendant 30 ans)	p. 152

En cas de non-respect des mesures, un impact sur les espèces protégées est à prévoir, ce qui constitue l'une des infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement, passibles de 150 000 € d'amende et de trois ans d'emprisonnement.

Je vous engage à mettre en œuvre un suivi écologique du site tout au long des aménagements et dans les 10 années suivant le début des travaux, de façon à vérifier la bonne efficacité des mesures mises en œuvre et à les adapter si nécessaire.

Par ailleurs, pour répondre à l'obligation légale du L. 411-1A-I du code de l'environnement, les maîtres d'ouvrages publics ou privés apportent une contribution à l'inventaire du patrimoine naturel en versant les données brutes de biodiversité (études préalables et de suivi) dans le Système d'Information de l'inventaire du patrimoine naturel (SINP). Les données d'observation répondent aux exigences du SINP : données géo-référencées au format numérique, avec une liste de champs obligatoires.

Dans ce cadre, le ministère de la Transition écologique et solidaire a créé un site dédié à ce dépôt légal des données brutes de biodiversité « DEPOBIO », sur lequel vous trouverez toutes les informations nécessaires et les outils pratiques vous permettant d'effectuer le versement des données brutes des études écologiques transmises : <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/>.

Cette transmission a lieu chaque année de suivi et fait l'objet d'une information auprès de la DRIEAT Île-de-France.

Vous voudrez bien tenir mes services informés du démarrage des travaux et leur adresser les résultats des suivis écologiques, avant le 31 mars de l'année suivante.

Je vous prie d'agréer, Madame, mes salutations distinguées.

Le Chef adjoint du service Nature et Paysage


Robert SCHOEN

ANNEXE : localisation de la mesure de mise en sénescence d'habitats forestiers



SIOM-Saclay (91)

Etude d'impact faune-flore, diagnostic zone humide, suivis de chantier et d'exploitation

Localisation des mesures compensatoires

Secteurs d'étude

- Site
- Périmètre d'inventaire
- Limites administratives
- Limite communale

Mesure

- C3.1b - Abandon ou forte réduction de toute gestion : mise en place d'ilot de sénescence



Réalisation : AUDDICE, janvier 2023
Sources de fond de carte : IGN Ortho express 2021
Sources de données : IGN BD TOPD - Veolia - AUDDICE, 2023

